



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



HORIZON ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE SINGAPOUR

N° 38 – Mars 2022

Sommaire

Région

- ✦ [Perspectives du secteur Fintech dans l'ASEAN](#)
- ✦ [Annexes](#)

Fiches pays

- ✦ [Singapour](#)
- ✦ [Indonésie](#)
- ✦ [Philippines](#)
- ✦ [Vietnam](#)
- ✦ [Malaisie](#)
- ✦ [Thaïlande](#)



Région

Perspectives du secteur Fintech dans l'ASEAN

En 2021, les startups du Sud-Est asiatique ont levé un montant record de 25,7 Mds USD (9,4 Mds en 2020, 14 en 2018) et ont vu émerger 25 nouvelles licornes. Le secteur des Fintech a été le premier moteur de cette croissance, avec un montant inédit de 5,8 Mds USD de levées de fonds, quatre fois supérieur à celui enregistré en 2020. Les rythmes de croissance diffèrent entre les pays de la région, où le secteur est d'abord tiré par les marchés singapourien et indonésien, mais les résultats enregistrés l'an dernier viennent aussi d'autres marchés (Mynt aux Philippines, MoMo au Vietnam). Les perspectives s'annoncent particulièrement favorables dans les années qui viennent, comme l'illustre la progression du nombre d'internautes depuis le début de la pandémie (+40 millions en 2021 selon Google, Bain et Temasek) et les forts enjeux d'inclusion financière. Selon les calculs de Google, Bain et Temasek, la valeur marchande de l'économie du numérique pourrait ainsi être multipliée par 11 au Vietnam, 9 aux Philippines, et 5 en Indonésie et en Thaïlande à horizon 2030.

1. La Fintech : un secteur en plein essor en Asie du Sud-Est ...

Avec une population totale estimée à 667 millions d'habitants et un PIB combiné d'environ 3 300 Mds USD en 2021 (données FMI), l'économie de l'ASEAN connaît un essor spectaculaire de la Fintech, comme en témoignent les levées de fonds des Fintech spécialisées dans les paiements, qui ont connu une croissance de 244% en glissement annuel entre 2020 et septembre 2021, passant de 562 M USD à 1,9 Mds USD selon la banque UOB. La croissance du secteur a également été portée par les Fintech spécialisées dans l'investissement (+493% à 457 M USD), les cryptomonnaies/actifs (+424% à 356 M USD) et les prêts alternatifs (+78% à 314 M USD).

Les levées de fonds des entreprises Fintech dans les pays de l'ASEAN ont atteint un montant record de 5,8 Mds USD en 2021. À titre de comparaison, les Fintech de l'ensemble de la zone Asie-Pacifique ont levé auprès des fonds de capital-risque 19,6 Mds USD selon KPMG (11,5 Mds en 2020).

L'Asie du Sud-Est pourrait devenir à terme un hub mondial de la Fintech. Selon un rapport de Google, Bain, et Temasek, le taux de pénétration d'Internet y est en effet très élevé (75%) et sur les 589 M d'habitants en Indonésie, aux Philippines, au Vietnam, en Thaïlande, en Malaisie et à Singapour (l'ASEAN-6), 440 M utilisent d'ores et déjà internet. L'économie numérique représente une valeur marchande de 174 Mds USD en 2021 et devrait croître très rapidement pour atteindre 363 Mds USD en 2025 et jusqu'à 1 000 Mds USD d'ici 2030 selon ce même rapport.

2. ... avec des niveaux de maturité différents selon les pays

La Fintech évolue à plusieurs vitesses dans la zone, d'abord tiré par le mature marché singapourien et la taille du marché indonésien (273 M habitants). 4^{ème} hub Fintech mondial (classement Findexable), Singapour abrite l'écosystème le plus dynamique de la zone et s'appuie sur une stratégie de développement et de rayonnement (FinTech Festival) particulièrement efficace de la part de l'Autorité monétaire (MAS). Le secteur financier y représente traditionnellement une part importante du PIB (14,6% en 2021). L'Indonésie s'est quant à elle classée 2^{ème} dans l'ASEAN en valeur des levées de fonds dans la Fintech, juste derrière Singapour. L'essor du secteur dans l'archipel s'explique principalement par l'ampleur du marché et un retard conséquent en matière d'inclusion financière, des opportunités pour les paiements, le prêt alternatif et les « super-apps ».

La Fintech émerge également rapidement au Vietnam et aux Philippines, où le potentiel est significatif. Le Vietnam devrait connaître une forte croissance du secteur, après une accélération dans la course aux levées de fonds dans le secteur en 2021 avec plusieurs opérations marquantes : MoMo (300 M USD) et VNPAY (250 M USD). L'adoption rapide du numérique en période de COVID-19 a largement bénéficié à l'essor des applications de paiements numériques. Deuxième marché dans l'ASEAN en termes de population (~ 110 M habitants), les Philippines devraient connaître une évolution similaire, avec une pénétration croissante d'Internet et des enjeux d'inclusion financière importants. Mynt, Fintech spécialisée dans les paiements, est cette année la Fintech de l'ASEAN qui y a réalisé la plus grosse levée de fonds (475 M USD) – hors plateformes multi-services comme Grab ou GoTo.

L'essor de la Fintech se dessine également en Malaisie et en Thaïlande. En Malaisie, la Fintech est un secteur porteur. Cela s'explique par le niveau élevé du taux de pénétration d'Internet (autour de 80%) et d'urbanisation de la population (77%). En Thaïlande, le secteur se développe, mais sous l'impulsion des grandes banques, qui se sont rapidement intéressées à la Fintech, ont développé leurs technologies en interne, via l'acquisition de Fintech indépendantes, au point de dominer le secteur.

3. Des enjeux inégalement partagés pour l'avenir de la Fintech dans la région

En dehors du boom des technologies et de l'économie numérique dans la région, l'adoption de la Fintech en Asie du Sud-Est est accélérée par les enjeux d'inclusion financière. Selon Google, Bain et Temasek, près de la moitié des adultes dans l'ASEAN ne possèderaient pas de compte en banque en 2019. La majorité de la population en Asie du Sud-Est serait ainsi sous-bancarisée (i.e. détenant un compte bancaire mais avec un accès difficile au crédit, à l'investissement ou à l'assurance) voire non-bancarisée (ne détenant pas de compte). C'est particulièrement le cas du Vietnam (population non bancarisée de 69%), des Philippines (66%) et de l'Indonésie (51%). La Thaïlande (18%) et la Malaisie (14%) sont, dans ce domaine, plus avancées. Compte-tenu des enjeux d'inclusion financière, la Fintech s'impose comme un outil d'accélération de la bancarisation, notamment en fournissant un accès mobile à des services bancaires et de crédit.

Singapour, l'Indonésie, les Philippines, le Vietnam, la Malaisie et la Thaïlande ont tous adopté un cadre réglementaire favorable au développement de la Fintech, avec des dispositifs de «Sandbox» qui permettent aux startups de tester leurs solutions en conditions réelles et d'expérimenter des cas d'usage. Parmi les pays de l'ASEAN-6, le Vietnam est le dernier pays à mettre en place ce type de dispositif.

Les pays de l'ASEAN s'adaptent différemment à l'essor spectaculaire des cryptoactifs, qui représentent le cœur d'activité de nombreuses Fintech en Asie du Sud-Est (25% à Singapour, 20% en Thaïlande, 19% au Vietnam, 16% aux Philippines, 13%

en Malaisie et 8% en Indonésie). Singapour, l'Indonésie et bientôt la Thaïlande adoptent une position plutôt contraignante à l'égard de ces activités. Singapour délivre peu de licences et interdit la publicité au grand public. L'Indonésie et la Thaïlande, n'autorisent pas l'usage de cryptomonnaies comme moyen de paiement. La technologie de la blockchain suscite néanmoins un vif engouement des banques centrales. Selon une étude de l'AMRO, les projets de monnaie numérique de banque centrale sont particulièrement avancés à Singapour (projet Ubin) et en Thaïlande (projet Inthanon) ainsi qu'au Cambodge (projet Bakong, visant les particuliers).

Les Fintech en Asie du Sud-Est font aussi face à des spécificités de marché qui impliquent un accès inégal aux infrastructures, aux financements et aux talents selon les pays. Pays le plus développé de la région, Singapour dispose de la plupart des infrastructures nécessaires au développement des activités numériques (6^{ème} place mondiale selon le «Digital Quality of Life Index» établi par Surfshark en 2021, +6 places par rapport à 2020). La cité-Etat concentre environ 40% des firmes du secteur dans l'ASEAN et s'appuie sur un climat des affaires plus favorable pour attirer des start-ups de pays voisins (relocalisation de Grab de la Malaisie vers Singapour en 2014). À terme cependant, l'effet d'éviction pourrait être limité par l'étroitesse du marché singapourien et le développement des marchés voisins, la pandémie ayant contribué à accélérer les stratégies nationales de digitalisation dans de nombreux pays.

D'autres enjeux ont vocation à influencer le développement des Fintech dans la région. Cela concerne notamment la **finance verte**, où Singapour se positionne à l'avant-garde dans la région grâce à son projet «Greenprint», consistant à renforcer la production et la diffusion de données ESG pour les entreprises et les investisseurs. Les autorités avaient spécialement alloué en 2020 un budget de 37 M USD aux «Green Fintech». La **finance islamique** est également une tendance d'avenir pour le développement de la Fintech dans les pays de confession musulmane, tels que la Malaisie (1^{er} hub régional) et l'Indonésie (plusieurs Fintech labellisées «halal»).

Annexes

Tableau récapitulatif des indicateurs liés au secteur Fintech dans l'ASEAN-6

	Singapour	Indonésie	Philippines	Vietnam	Malaisie	Thaïlande
Population (en M habitants)	5,7	270,2	108,8	97,4	32,9	69,8
PIB par habitant (en USD, 2020)	59 819	3 917	3 323	2 779	10 350	7 550
Nombre de Fintech (sept. 2021)	1 350	785	268	188	549	268
Montant levées de fond (en Mds USD, 2021)	3,0	1,2	0,7	0,6	0,3	0,1
Plus grosse transaction 2021 (en M USD)	Grab (675) AIG (400)	Ajaib (243)	Mynt (475)	MoMo (300)	BigPay (100)	Ascend Money (150)
E-wallet le plus utilisé	Grab	OVO	Gcash	MoMo	Touch 'n Go	TrueMoney
Pénétration consommateurs en ligne	97%	80%	68%	71%	81%	90%
Existence d'une Regulatory Sandbox	Oui	Oui	Oui	En cours	Oui	Oui
Population bancarisée	60%	23%	22%	21%	45%	36%
Population sous-bancarisée	40%	26%	12%	10%	41%	45%
Population non-bancarisée	0%	51%	66%	69%	14%	18%
Taille économie numérique (en Mds USD, 2021)	15	70	17	21	21	30
Taille économie numérique (en Mds USD, 2025e)	27	146	40	57	35	56

Distribution des entreprises de FinTech par catégorie (9M-2021)						
Paievements	15%	29%	25%	21%	29%	20%
Alternative Lending	14%	23%	24%	17%	17%	21%
RegTech	4%	1%	1%	2%	2%	2%
Banking Tech	6%	5%	5%	6%	5%	4%
Investment Tech	18%	14%	9%	20%	14%	13%
Cryptoactifs	25%	8%	16%	19%	13%	20%
Blockchain	4%	3%	2%	3%	1%	1%
Insurtech	7%	4%	4%	5%	6%	9%
Comptabilité & finance d'entreprise	7%	13%	14%	7%	14%	10%
Total	100%	100%	100%	100%	101%	100%

* Les prêts alternatifs concernent notamment les prêts entre particuliers ou les financements participatifs

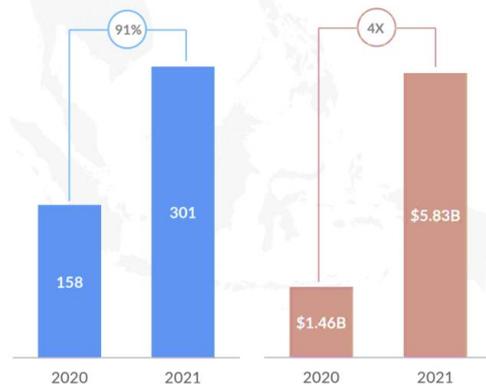
** la Regtech aide les institutions financières à se plier aux réglementations

Sources : Dealstreetasia, UOB, Google, Bain, Temasek, FMI

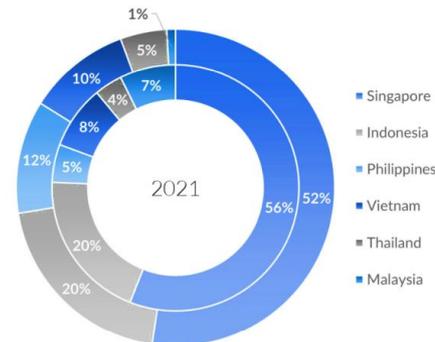
Évolution des levées de fonds en 2021 par rapport à 2020 et décomposition par pays

Fintech funding grew four times faster

Growth of equity deal volume and value in fintech



Fintech deal volume (inner circle) & value (outer circle) per market

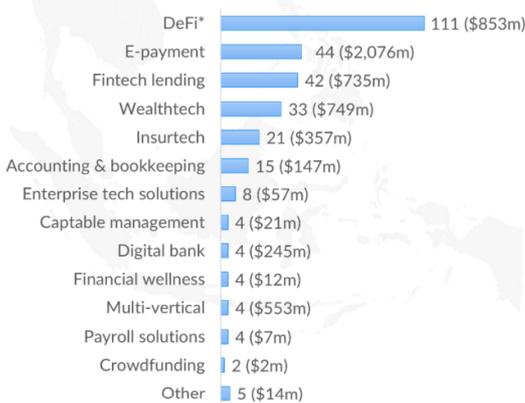


Source: Dealstreetasia

Secteurs et entreprises ayant levé le plus de fonds en 2021

Fintech deals surged on rising payment & DeFi adoption

Deal volume per fintech categories in 2021



Top 10 fintech fundraisers in 2021

Firm	Funding Type	Value	Category
Mynt	Private equity	\$475m	E-payment
Advance Intelligence Group	Series D	\$400m	Fintech lending
Momo	Series D + E	\$300m	E-payment
VNLIFE (VNPAY)	Series B	\$250m	E-payment
Ajaib	Series A + B	\$243m	Wealthtech
Nium	Series D + private equity	\$221m	E-payment
Xendit	Series B + C	\$215m	E-payment
Aspire	Series B	\$158m	Digital banking
Ascend Money	Series C	\$153m	E-payment
M-DAQ	Series D	\$148m	Wealthtech

Source: Dealstreetasia

Évolution prévue de l'économie du numérique dans l'ASEAN

2030's internet economy will look drastically different

2030 internet economy GMV (\$B)

● 2021 ● 2030 high case ● 2030 base case



Source: Google, Bain et Temasek ("Roaring 20s – The SEA Digital Decade")

Singapour

1. Singapour, centre névralgique de la finance et de la Fintech en Asie du Sud-Est

Singapour se démarque des autres pays d'Asie du Sud-Est en raison de son statut de centre financier de rang mondial, classé 4^{ème} au « Global Financial Centres Index » 2021, juste derrière Hong-Kong. En 2021, le secteur financier y pèse en effet 14,6% du PIB et plus de 200 000 employés. Les trois banques locales (DBS, UOB, OCBC) font également partie des banques les mieux capitalisées d'Asie, hors Japon et Chine (classement 2021 de The Banker).

Pays le plus développé de la région, Singapour dispose par ailleurs de toutes les infrastructures nécessaires au développement des activités numériques : le taux de pénétration d'Internet y est élevé, à environ 88%, avec une connexion internet relativement rapide de 240 Mb/s, ce qui positionne la cité-Etat à la 14^{ème} place mondiale pour sa qualité de connexion selon le classement 2021 de Surfshark.

Parallèlement, l'intérêt de la population singapourienne pour les Fintech ne cesse de croître. D'après un récent rapport du cabinet EY, le taux d'adoption des Fintech à Singapour est en forte progression, passant de 23% en 2017 à 67% en 2019, ce qui place la cité-Etat loin devant la France (35%) mais à ex-aequo avec Hong-Kong (67%). Il est probable que le taux d'adoption augmente encore suite à la pandémie et l'encouragement du télétravail par les autorités.

Comme dans d'autres pays, la scène Fintech a connu un boom ces dernières années avec plus de 1 000 Fintech fin 2020 (moins de 100 en 2015) pour plus de 10 000 emplois. **Selon Dealstreetasia, les Fintech ont levé près de 3 Md USD en 2021, soit plus de la moitié (52%) du montant levé dans l'ASEAN.**

2. Un marché mature et attractif pour les entreprises étrangères

Selon UOB, un quart des Fintech singapouriennes opèrent dans le secteur des cryptomonnaies/actifs, 18% dans le secteur des investissements, 15% dans le secteur des paiements et 14% dans l'activité de prêts. Le reste d'entre elles (53%) opèrent de façon plus diluée sur des filières variées telles que l'assurance ou la comptabilité.

Parmi les Fintech singapouriennes ayant passé le cap des 1 Md USD de valorisation (octroyant le statut de licorne), on peut en citer trois particulièrement emblématiques :

- **Grab :** Après son lancement en 2012, Grab a obtenu son statut de licorne en 2014. Super-application (« super-app ») tout-en-un, Grab n'est pas une Fintech au sens strict, celle-ci offrant, outre des solutions de paiement, des services de livraison de repas à domicile et des transports privés. La société est devenue en 2018 une « décacorne », soit une start-up valorisée à plus de 10 Mds USD. Depuis fin 2020, l'entreprise détient une licence bancaire de la MAS qu'elle emploie aux côtés de l'opérateur téléphonique Singtel.
- **Sea :** Sea opère et détient des actifs dans plusieurs secteurs mais surtout dans les domaines du e-commerce et de la Fintech où elle opère à travers ses entités Shopee et Sea Money. Cette dernière a obtenu une licence bancaire de la MAS fin 2020 lui permettant de proposer des services financiers.
- **Nium :** Nium est une plateforme de paiements proposant des virements transfrontaliers, l'ouverture de comptes et l'émission de cartes de crédit. Cette dernière est devenue une licorne en juillet 2021 après avoir levé 200 M USD. La société compte aujourd'hui plus de 200 clients et souhaite développer sa plateforme.

Chaque année, la cité-Etat organise le Singapour Fintech Festival (SFF), qui constitue un rendez-vous incontournable pour les acteurs mondiaux du secteur et contribue à renforcer la position de la cité-Etat comme un hub Fintech incontournable. La France y est représentée et bien positionnée, aussi bien du côté institutionnel que des entreprises, avec une délégation composée de 50 entreprises et start-ups en 2019. Parmi les startups les plus emblématiques, on compte notamment Ledger, Shift Technology, Moneythor et TransferTo. La chambre de commerce française à Singapour (FCCS) est par ailleurs dotée d'un comité Fintech.

3. Une réglementation favorable malgré une volonté de contrôle

Le secteur de la Fintech est un axe stratégique de la politique de Singapour pour devenir une Smart Nation. Parmi les mesures notables adoptées par les autorités pour accélérer le développement de la Fintech figurent : (i) l'organisation depuis 2016 du Singapore Fintech Festival ; (ii) la mise en place en 2015 du programme de subvention FSTI 1.0, financé à hauteur de 225 M SGD (165 M USD) sur cinq ans ; (iii) la création en 2016 d'une Sandbox réglementaire destinée aux Fintech, qui leur permet de mener des

expérimentations et de bénéficier d'une aide financière ; (iv) la signature depuis 2016 de 35 accords de coopération dédiés avec des banques centrales et régulateurs (dont l'ACPR et l'AMF) ; (v) la fondation de l'ASEAN Financial Innovation Network (AFIN) en 2017 et du Global Financial Innovation Network (GFIN) en 2019 avec 50 autres régulateurs, pour faciliter les expérimentations transfrontalières ; (vi) le lancement de plusieurs projets utilisant la technologie de blockchain en matière de paiements interbancaires et de *trade finance* (dont une expérimentation avec la Banque de France en juillet 2021) ; (vii) le lancement en 2020 du programme de subvention FTSI 2.0, financé à hauteur de 250 M SGD (185 M USD) sur trois ans ; (viii) le déploiement en 2020 d'un dispositif de soutien au secteur Fintech, à hauteur de 125 M SGD, pour faire face aux défis du COVID-19 et préparer la relance ; (ix) l'ouverture en 2021 de l'accès aux services de transferts d'argent FAST et PayNow aux institutions non-financières habilitées.

En matière de Green Finance et de Green Fintech, Singapour a lancé le projet « Greenprint » en 2020, pour promouvoir un écosystème financier plus durable à travers trois piliers : (i) la mobilisation des capitaux, (ii) le contrôle des engagements et (iii) la mesure d'impact grâce à la technologie. Dans ce

cadre, le lancement de 4 plateformes d'ici fin 2022 a été annoncé, autour du traitement, de l'agrégation et de l'accès aux données ESG ainsi que de la mise en relation des Green Fintech avec les institutions financières de la région.

La cité-Etat souhaite par ailleurs se positionner sur le marché des cryptoactifs sans adopter une position trop conciliante à l'égard des acteurs sur ce segment.

Pour opérer à Singapour, toute entité qui traite ou facilite l'échange de cryptomonnaies doit en effet obtenir une licence spécifique de la MAS. À date, 103 entreprises sur les 176 ayant déposé un dossier ont vu leur demande rejetée ou l'ont retiré, à l'instar de Binance, plus grande plateforme d'échange de cryptomonnaies au monde. Seule la filiale de courtage de DBS, DBS Vickers, la bourse australienne de cryptomonnaies Independent Reserve et les start-ups locales FOMO Pay et TripleA (fondée par un Français) ont obtenu une licence, les 70 autres entreprises candidates n'ayant reçu qu'un accord de principe, dans l'attente d'un examen approfondi de leur dossier. En janvier 2022, la MAS a par ailleurs interdit la publicité pour les cryptomonnaies auprès du grand public.

Indonésie

1. L'Indonésie, alternative incontournable pour la Fintech dans la région

Face au marché singapourien, l'Indonésie figure comme un hub financier alternatif à haut potentiel pour la Fintech en Asie du Sud-Est. Le secteur du numérique est y en pleine croissance et l'Indonésie possède le potentiel et l'ambition de devenir la plus grande économie numérique d'Asie, selon l'étude « e-Conomy Southeast Asia » de Google, Temasek et Bain & Company.

Première économie de la zone en termes de PIB, le pays dispose d'un large marché intérieur, avec des enjeux d'inclusion financière et de numérisation importants. La population (275 M habitants) est majoritairement sous-bancarisée (49% de la population – de plus de 15 ans – dispose d'un compte), bien que jeune et connectée (5^{ème} population mondiale en termes d'utilisation d'internet, et 4^{ème} concernant la connexion mobile d'après l'étude « We are Social and Hootsuite, Digital in 2019»). Les MPME tous secteurs confondus, qui constituent 99% des entreprises du pays et 60% du PIB national, selon la Banque mondiale, font également face à un déficit de financement, qui se chiffre à 165,8 Md USD.

La Fintech indonésienne est en plein boom, comme en témoigne l'émergence de quatre licornes (Bukalapak, Traveloka, OVO, J&T Express) valorisées à plus d'1 Md USD et d'une décacorne (GoTo), dont la valorisation dépasse 10 Mds USD. L'Indonésie concentre 20% des entreprises du secteur, avec plus de 680 Fintech identifiées en 2020 selon un rapport de la banque UOB, dont 43% proposent des services de paiements comme des portefeuilles numériques. Cependant, la crise sanitaire n'a pas accéléré le développement de cette proposition.

Au total, les Fintech indonésiennes ont levé le montant record de 1,2 Md USD en 2021 (contre seulement 330 M USD en 2020), soit un cinquième du total levé dans l'ASEAN sur la période.

2. Un marché porteur pour les paiements, le prêt alternatif et les « super-apps »

Le secteur de la Fintech indonésien est essentiellement porté par des entreprises opérant sur le marché des paiements (29%) et du prêt alternatif (23%), mais aussi de l'investissement (14%) et de la gestion comptable et financière (13%). Il est à noter que les entreprises spécialisées dans le prêt alternatif, notamment peer-to-peer, sont celles qui attirent le plus d'investisseurs, avec le plus grand nombre de levées depuis 2017.

La Fintech indonésienne est par ailleurs marquée par le développement de super-applications qui offrent de nombreux services et fonctionnalités au-delà des services financiers, comme le font GoTo, Bukalapak et Shopee (groupe SEA). De cette tendance résulte un mouvement de consolidation, avec l'acquisition de start-ups prometteuses et l'intégration de leurs services par les géants du marché, dans le but de compléter leur offre.

Parmi les entreprises emblématiques du secteur Fintech indonésien figurent :

- **GoTo** : Issue de la fusion des géants de la tech Gojek et Tokopedia, GoTo est une super-app proposant à la fois des services de e-commerce, de livraison, de transport, des jeux et des services financiers (e-wallet, prêts entre particuliers, « buy now pay later », assurance, investissement), lesquels reposent sur la plateforme GoPay. GoTo compte plus de 100 M d'utilisateurs actifs.
- **OVO** : Quatrième licorne indonésienne, OVO est une start-up Fintech qui développe une plateforme numérique pour des services de paiement. Suite au rachat de 90% de ses parts en octobre 2021, OVO est devenue la branche indonésienne des paiements numériques de la super-app singapourienne Grab.
- **LinkAja** : En avril 2020, la Fintech LinkAja a lancé « Syariah », le premier portefeuille électronique islamique du pays, conforme aux principes de la finance islamique. L'entreprise compte déjà plus de 75 M d'utilisateurs.

À noter également, la présence de deux startups Fintech :

- **Akulaku**, plateforme bancaire et financière numérique fournissant des services bancaires numériques, de crédit à la consommation, d'investissement numérique et de courtage d'assurance aux consommateurs mal desservis en Indonésie, Philippines, Vietnam et Malaisie.
- **Xendit** : fournisseur de solutions de paiement numérique de bout en bout pour les petites et grandes entreprises.

Parmi les entreprises françaises sur le marché Fintech indonésien, l'on peut notamment citer : BNP Paribas, Crédit Agricole, AXA mais aussi Idemia, Ingenico et sa filiale Think N Go NFC qui ont développé un portefeuille électronique en partenariat avec l'opérateur téléphonique Telkomsel, Shift Technology via un partenariat avec Tokio Marine International et You Transactor, qui équipent les points de vente avec des technologies de paiement sans contact.

3. Un secteur en plein essor malgré le manque d'infrastructures

La connectivité et l'infrastructure numériques représentent un défi pour nombre d'entreprises indonésiennes. Avec plus de 17 000 îles, le pays présente des caractéristiques géographiques compliquant le développement des télécommunications et de certaines infrastructures de base, comme l'Internet haut débit et les services de données mobiles dans certaines zones. Conscient de l'enjeu, le gouvernement prévoit 500 Md USD d'investissements dans les infrastructures pour les cinq prochaines années, soutenant ainsi l'émergence de nouveaux marchés du secteur des technologies financières.

Le manque de connaissance financière constitue par ailleurs un enjeu de taille pour le secteur. Si les Fintech se développent rapidement en Indonésie car elles répondent à un besoin du marché, le niveau de connaissance financière demeure très bas dans le pays (environ 30% en 2019, selon les autorités financières indonésiennes OJK, contre 98% à Singapour et 85% en Malaisie), ce qui freine le développement de certaines technologies et facilite la prolifération de plateformes illégales (3 198 initiatives illégales identifiées par l'OJK).

Parmi les mesures notables adoptées par les autorités indonésiennes autour de la Fintech : (i) l'OJK a fondé l'association AFTECH en 2016 afin de structurer l'écosystème, favoriser les collaborations et conseiller les décideurs politiques ; (ii) la banque centrale Bank Indonesia réglemente les services de paiements et de e-commerce tandis que l'OJK réglemente les services de financement, d'assurance et de gestion financière (l'OJK régule notamment les plateformes de prêts entre pairs, avec l'agrément de 104 entités depuis 2016, lesquelles composent aujourd'hui l'association AFPI) ; (iii) une Sandbox réglementaire a été mise en place en 2018 ; (iv) l'OJK reconnaît la nécessité de soutenir l'innovation et a ainsi créé le groupe d'innovation financière numérique (GIKD), dans le cadre du plan d'action 2020-2024 pour l'innovation en matière de finance numérique, qui vise à développer une stratégie d'inclusion financière autour de quatre axes : (i) garantir des services financiers numériques stables, sûrs et dotés de pratiques appropriées de gestion des risques ; (ii) soutenir des services financiers

numériques contributifs axés sur l'autonomisation des personnes et l'expansion du financement aux MPME ; (iii) garantir des services financiers numériques inclusifs, abordables, pratiques et évolutifs ; (iv) soutenir une finance numérique durable, responsable et alignée sur les objectifs de développement durable.

Premier pays musulman au monde, la finance islamique représente un marché attractif pour les investisseurs. Mais cette branche reste minime avec des fournisseurs de services financiers conformes à la charia qui ne représentent actuellement que 5% de l'actif total du secteur bancaire. Cependant la FI bénéficie du volontarisme de l'Etat : un Comité national de la finance islamique (KNEKS) a été créé et ce dernier a mis en place le Masterplan 2019-2024, destiné à développer et améliorer la compétitivité de la finance islamique. Ce plan prévoit notamment le développement d'une offre Fintech dédiée, en synergie avec l'offre existante dans le pays. Avec une population qui se déclare à 90% de confession musulmane, certaines Fintech indonésiennes « halal » intègrent déjà les principes de la finance islamique, à l'instar de l'e-wallet Syariah de LinkAja, de la plateforme de prêt entre particuliers Alami ou encore de l'entreprise de e-commerce Bukalapak.

Le marché des cryptoactifs représente également une opportunité pour les transactions dans le pays, mais son essor inquiète. Alors que certaines organisations islamiques ont émis des fatwas contre certains cryptoactifs, le Conseil national des oulémas, plus haut organe islamique d'Indonésie, autorise les actifs cryptographiques sous réserve de respecter un mécanisme de livraison fondé sur la valeur, l'offre et la demande et de garanties de sécurité. Dans les faits, le pays demeure leader en la matière en Asie avec plus de 7,4 M d'utilisateurs et des transactions atteignant les 59,83 Mds d'USD en 2021. Depuis 2018, le gouvernement se montre relativement favorable à cette tendance, et envisage d'imposer des taxes sur le commerce de ces actifs en Indonésie. L'autorité de surveillance des transactions de marchandises à terme (BAPPEBTI) supervise ces questions et délivre les licences aux acteurs pour opérer. À ce jour, les Indonésiens peuvent détenir et échanger 229 cryptoactifs différents (Bitcoin, Ether, Polkadot...). Aussi, l'OJK interdit expressément aux institutions financières d'utiliser, commercialiser ou faciliter les transactions cryptographiques.

Philippines

1. Les Philippines, un pays à fort potentiel pour la Fintech

En marge des marchés Fintech singapourien et indonésien plus matures, les Philippines voient émerger ce secteur. Le potentiel est immense, au regard de l'ampleur du numérique dans le pays : 68% de la population (110 M d'habitants) est connectée et le secteur numérique y est en pleine croissance (+93% entre 2020 et 2021, progression la plus rapide de la région). Selon le dernier rapport e-Conomy pour l'Asie du Sud-Est publié par Google, Temasek et Bain & Co, l'économie numérique des Philippines atteindra en effet 40 Mds USD d'ici 2025 en termes de valeur brute des marchandises (GMV).

Depuis le début de la pandémie en mars 2020, 12 millions de nouveaux consommateurs sont passés en ligne. Entre 2019 et 2020, la part des paiements numériques a augmenté de 6% pour représenter 20% de toutes les transactions de paiement. Pendant ce temps, le nombre de comptes de monnaie électronique actifs a grimpé à 34,7 millions en 2020, doublant le niveau de 2019. Au S1 2021, le Philippine Electronic Fund Transfer System and Operations Network (PESONet), chambre de compensation automatisée, a enregistré une croissance de 164% du volume des transactions QR Ph. De même, le volume des transactions sur InstaPay, un service de transfert de fonds interbancaire, a affiché une croissance de 223% pour la même période.

D'après Dealstreetasia, les entreprises Fintech aux Philippines ont levé 0,7 Md USD en 2021, une forte progression par rapport à 2020 (0,1 Md USD seulement), avec une levée record de 475 M USD par l'entreprise Mynt. Cette évolution récente du secteur Fintech s'explique notamment par la pandémie de COVID-19, qui a accéléré l'adoption du numérique, et par l'adoption d'initiatives du gouvernement pour améliorer l'inclusion financière dans le pays.

Le pays compte plus de 220 entreprises Fintech (source : banque UOB) et l'intérêt des Philippins pour la Fintech va croissant. La pénétration des portefeuilles mobiles aurait même dépassé celle des comptes bancaires en 2021, d'après un rapport de Moody's Investors Services. Aux côtés du commerce électronique et de la logistique, la Fintech a été le grand gagnant du passage massif aux canaux en ligne induit par la pandémie, avec des précurseurs tels que Mynt, l'opérateur du portefeuille électronique GCash, et Voyager Innovations, la société derrière l'application de paiement PayMaya.

2. Un marché porté par les paiements, les prêts alternatifs et les cryptos

Le secteur de la Fintech philippin est essentiellement porté par des entreprises opérant sur le marché des paiements (25%), du prêt alternatif (24%) et des cryptos (16%). Les Fintech spécialisées dans les paiements sont celles attirant le plus d'investissements (96%, les 4% restant concernant des entreprises de cryptos). Cette domination des paiements s'explique par (i) le besoin des populations non ou sous-bancarisées, (ii) l'adoption des outils numériques par la population et (iii) sur les transferts d'argent. 10 M de Philippins travaillent à l'étranger, faisant du pays le 3^{ème} destinataire de fonds en Asie, après l'Inde et la Chine, avec 35 Mds USD de fonds envoyés en 2021, selon la banque centrale philippine.

Parmi les entreprises emblématiques du secteur Fintech philippin figurent :

- **GCash/Mynt** : Créée en 2004, GCash développe un portefeuille mobile. Elle appartient à Mynt, joint-venture de Globe Telecom (société de télécom philippine), Ant Financial (filiale du groupe chinois Alibaba) et Ayala Group (conglomérat philippin). GCash comptabilise 46 M d'utilisateurs et 2,5 M de commerçants actifs en 2021, contre 20 M d'utilisateurs et 63 000 commerçants en 2019. En 2021, Mynt a levé 475 M USD, ce qui en fait la Fintech de l'ASEAN ayant réalisé la plus grosse levée de fonds de l'année – hors plateformes multi-services comme Grab ou GoTo. La société est désormais valorisée à plus de 2 Mds USD et constitue la seule licorne philippine à ce jour.
- **PayMaya** : Fondée en 2007, l'entreprise PayMaya développe également un portefeuille électronique mobile et comptabilisait déjà 41 M d'utilisateurs en septembre 2021. PayMaya comptabilise 40 M d'utilisateurs.

3. Une réglementation favorable à l'inclusion financière et aux cryptos

Parmi les mesures notables adoptées par les autorités autour de la Fintech, on peut citer :

(i) L'adoption en 2020 d'une feuille de route triennale pour la transformation des paiements numériques qui vise à convertir 50% du volume total des paiements de

détail en paiements numériques et intégrer 70% des adultes philippins au système financier (NDLR: ils étaient 29% en 2019).

(ii) Le déploiement du système d'identification national des Philippines (PhilSys), facilitant, pour les personnes inscrites, l'ouverture d'un compte bancaire. À cet effet, un partenariat entre l'autorité des statistiques (PSA), en charge de la mise en œuvre de PhilSys, et la Land Bank of the Philippines a permis l'inclusion financière de 5,9 millions de Philippins à ce jour.

(iii) La création d'un nouveau cadre réglementaire pour les banques numériques a permis en 2020 le lancement des premières banques uniquement virtuelles. En vertu d'un projet de circulaire publié par le BSP, les banques digitales seront généralement soumises aux mêmes normes et exigences prudentielles imposées aux prêteurs traditionnels. L'une des dispositions clés stipule que les banques digitales devront maintenir un taux de réserves obligatoires (RRR) de 3%, ce qui est similaire au niveau actuel imposé aux prêteurs d'épargne. En comparaison, le RRR des grandes banques et des prêteurs ruraux est fixé respectivement à 12 et 2%. En septembre 2021, 6 banques en ligne - parmi lesquelles 2 opèrent de manière complètement dématérialisée - s'étaient vues octroyer une licence par la banque

centrale (BSP). La BSP a toutefois suspendu la délivrance de nouvelles licences pour une durée de 3 ans, afin d'observer les performances de ces acteurs.

(iv) La publication en 2021 de l'Open Finance Framework destine à encourager et faciliter la collaboration et le partage de données entre les institutions financières traditionnelles et les acteurs de la Fintech ;

Les Philippines se sont par ailleurs positionnées dans les domaines des actifs numériques et cherchent à s'imposer comme un hub régional pour les cryptomonnaies. La Philippine Digital Asset Exchange (PDAX), une plate-forme d'échange de cryptomonnaie réglementée, affirme que sa base d'utilisateurs a été multipliée par 25 depuis mars 2020 tandis que le volume des transactions mensuelles a été multiplié par 80 entre 2020 et 2021. En janvier 2021, la BSP a adopté un nouveau cadre réglementaire pour les cryptoactifs, afin de lutter contre le blanchiment de capitaux. En 2018, le pays a ouvert une zone économique dédiée (CEZA), laquelle a autorisé en 2019 48 entreprises du secteur à opérer aux Philippines et la bourse des Philippines (PSE) a dévoilé son ambition de devenir la première plateforme d'échange de cryptomonnaie dans le pays. La BSP explore par ailleurs la possibilité d'une monnaie numérique de banque centrale (CBDC), mais n'envisage pas d'accélérer son développement.

Vietnam

1. Le Vietnam, nouvelle place Fintech en émergence

Après Singapour et l'Indonésie, le Vietnam est un marché à fort potentiel pour la Fintech en Asie du Sud-Est. L'économie numérique vietnamien pèse en effet 21 Mds USD en 2021 et devrait atteindre 57 Mds USD d'ici 2025, d'après les projections de Google, Bain et Temasek. La pénétration d'Internet - à 70% en 2020 sur près de 100 M d'habitants (3^{ème} pays le plus peuplé de la région, derrière l'Indonésie et les Philippines) selon la Banque mondiale -, l'essor du e-commerce et du paiement sans contact, accélérés par la pandémie de COVID-19, ont conduit au recul des paiements en espèces au bénéfice des paiements via un compte bancaire et des portefeuilles électroniques en 2021.

Selon Dealstreetasia, les entreprises Fintech au Vietnam ont attiré 0,6 Md USD d'investissements en 2021, soit 10% du total levé par le secteur dans l'ASEAN. Ce boom s'explique notamment par les levées de fonds de MoMo (300 M USD) et VNPAY (250 M USD) qui sont les Fintech les mieux valorisées cette année. Le secteur se développe rapidement: le Vietnam compte 188 entreprises Fintech en 2021, contre 44 en 2017.

Marqué par un fort enjeu d'inclusion financière, le Vietnam voit se développer rapidement l'intérêt pour les services Fintech. En effet, près de 70% de la population n'est pas ou est sous-bancarisée. McKinsey constate cependant une adoption massive des banques en ligne par les consommateurs (+41% entre 2017 et 2021), ainsi qu'une pénétration rapide des Fintech de portefeuilles électroniques, laquelle a atteint 56% en 2021, soit une hausse de 40% par rapport à 2017.

2. Un marché déjà très concurrentiel autour des services de paiement

Le secteur de la Fintech vietnamien est surtout porté par des entreprises opérant sur le marché des paiements (21%), de l'investissement (20%), des cryptomonnaies (19%) et du prêt alternatif (17%). Les entreprises Fintech opérant sur le marché des paiements ont concentré plus de 90% des investissements dans le secteur en 2021.

Le secteur de la Fintech vietnamien est marqué par un marché des paiements très concurrentiel et encombré, avec plus de 40 acteurs spécialisés. La plupart des entreprises vietnamiennes se positionnent par ailleurs sur le segment BtoC, laissant le marché du

BtoB sous-développé et avec un potentiel de croissance important.

Parmi les entreprises emblématiques du secteur Fintech au Vietnam figurent notamment :

- **MoMo** : Abréviation de Mobile Money, MoMo a été lancé en 2013 et est devenu le plus grand portefeuille électronique du Vietnam, avec plus de 25 M d'utilisateurs et 14 Mds USD de transactions par an. En 2021, l'entreprise a levé 300 M USD (100 M en janvier, 200 M en décembre), pour atteindre une valorisation à 2 Mds USD (quatrième licorne du pays).
- **VNPAY** : Portée par le conglomérat VNPAY-VNLife, l'entreprise VNPAY est la première entreprise de paiement en ligne au Vietnam et pionnière du paiement par QR Code dans le pays. VNPAY fournit ses services à plus de 22 M utilisateurs actifs, ainsi qu'à 40 banques, 5 opérateurs télécom et 20 000 entreprises. VNPAY a acquis le statut de licorne fin 2020. En 2021, le conglomérat a levé 250 M USD.

Les acteurs plus traditionnels que sont les banques et les opérateurs de télécommunication se sont rapidement positionnés sur le marché, si bien que seuls trois portefeuilles électroniques développés par des entreprises Fintech figuraient parmi les meilleures applications de paiement du pays en 2020 (classement reposant sur le nombre de téléchargements et d'utilisateurs actifs). Le cadre réglementaire ne permettant pas aux institutions non-bancaires de fournir des services de prêts, de nombreuses Fintech au Vietnam se sont par ailleurs associées à des banques pour compléter leurs offres, à l'instar de MoMo et ZaloPay.

3. Un cadre réglementaire qui doit être renforcé pour accélérer l'inclusion financière

Concernant la réglementation au Vietnam autour de la Fintech : (i) la FTC est l'organe qui régule le secteur Fintech au Vietnam ; (ii) le Vietnam encourage les paiements dématérialisés comme moyens de paiement dans le pays depuis 2016 ; (iii) en septembre 2021, le ministère des Finances, en collaboration avec la banque centrale (SBV), a annoncé la mise en place d'une Sandbox réglementaire pour le secteur Fintech, laquelle permet aux institutions financières et aux entreprises Fintech de tester leurs produits et services dans un environnement juridique favorable, sous réserve d'une autorisation.

Sur le marché des cryptomonnaies, en plein boom dans la région depuis le début de la pandémie de COVID-19, le Vietnam n'a pas adopté de cadre

réglementaire clair. En 2018, la SBV a toutefois interdit toute transaction liée à la cryptomonnaie via le système bancaire, de sorte que les utilisateurs ne peuvent pas utiliser les services des banques pour acheter ou convertir des cryptoactifs. La population utilise néanmoins les plateformes d'échange de

cryptomonnaies comme Binance. En juillet 2021, le Premier ministre vietnamien a demandé à la SBV d'étudier les cryptomonnaies et d'explorer un projet pilote pour identifier les aspects positifs et négatifs de cette « tendance inévitable ».

Malaisie

1. Une économie à fort potentiel, avec une avance marquée dans la finance islamique

En 2021, le montant des levées de fonds dans la Fintech malaisienne est plus en retrait que dans d'autres pays voisins d'après la banque UOB, mais le pays se classe 4^{ème} en nombre de transactions, derrière Singapour et l'Indonésie, avec 21 transactions recensées, un classement à mettre en perspective avec sa taille de marché (33 M habitants contre 270 M habitants en Indonésie)

L'économie malaisienne présente des fondamentaux solides et favorables à l'essor des Fintech, notamment du fait de sa population fortement urbanisée, à 77%, soit le taux le plus élevé de la région après Singapour. Selon un rapport de Google, Bain et Temasek, la part des internautes ayant effectué au moins un achat en ligne durant la pandémie s'est élevée à 81%, le 3^{ème} chiffre le plus élevé après Singapour et la Thaïlande. La Malaisie est aussi le pays ayant connu la plus forte croissance des paiements via portefeuilles électroniques durant la pandémie.

Selon UOB, la Malaisie est le 3^{ème} pays recensant le plus de Fintech (549), derrière Singapour (1350) et l'Indonésie (785). Contrairement aux autres pays de la région, la plupart des Malaisiens sont bancarisés – 14% de la population seulement ne détiendrait pas de compte en banque selon Google & Bain, la proportion la plus faible de la région après Singapour.

Le Malaisie se veut une plateforme mondiale pour la finance islamique et se place mieux que l'Indonésie dans ce domaine, aux côtés de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis. Le pays domine le marché des obligations islamiques (« sukuk ») et détient 43% des montants en circulation dans le monde d'après l'institut RAM. Le gouvernement encourage les firmes étrangères à investir dans ce secteur-clé. La Malaisie accueille d'ailleurs l'International Islamic Liquidity Management Corp. (organisation internationale créée par les banques centrales d'Indonésie, Kuwait, de Malaisie, de Maurice, du Nigéria, du Qatar, de Turquie et des Emirats arabes unis).

2. Un marché largement dominé par les applications de paiements

Le secteur de la Fintech malaisien est porté majoritairement par les paiements (29%), les prêts alternatifs (17%), l'investissement (14%) et la gestion comptable et financière (14%). Le reste des Fintech concerne sur les crypto-monnaies (13%), l'assurance (6%), la banque (5%) et la « RegTech » (2%). Dans plusieurs de ces domaines, la *Bank Negara Malaysia* a

d'ailleurs mis en place des réglementations intéressantes (voir ci-dessous).

Parmi les entreprises emblématiques du secteur Fintech en Malaisie figurent notamment :

- **BigPay** : Fondée en 2017, BigPay est une filiale de la compagnie aérienne low-cost AirAsia. Elle propose des cartes prépayées pour les particuliers avec la possibilité pour les utilisateurs d'envoyer de l'argent à des personnes tierces. Le second conglomérat coréen SK Group s'est associé à BigPay en janvier 2022 afin d'obtenir une licence de banque en ligne en Malaisie.
- **Boost** : Filiale de l'entreprise de télécommunication malaisienne Axiata, Boost est une Fintech couvrant les paiements, le microfinancement, la micro-assurance et d'autres services. L'application offre aux particuliers un portefeuille électronique leur permettant de payer via QR-code ou de transférer des fonds à des personnes tierces.
- **HelloGold** : Première plate-forme d'échange d'achat et vente d'or conforme à la Charia.

À noter que **Grab**, désormais connue comme une entreprise singapourienne, était initialement une startup incubée en Malaisie, sous le nom de MyTeksi. Ses premiers financements émanaient de Cradle Fund Sdn Bhn, une agence du ministère des finances. Depuis 2014, le siège a déménagé à Singapour bien que la Malaisie reste un marché important pour la « super-app ».

3. Plusieurs initiatives gouvernementales en faveur de l'innovation financière

Les autorités malaisiennes, en particulier la banque centrale, sont conscientes de l'importance des innovations technologiques pour le développement du secteur financier et ont pris au fil du temps plusieurs initiatives pour les encourager :

En 2016, la *Bank Negara Malaysia* (BNM) a introduit une « Sandbox » réglementaire afin de permettre aux entreprises Fintech de tester et déployer leurs innovations dans un environnement sans contrainte.

Depuis 2019, le marché des cryptomonnaies est régulé par le « Capital Markets and Services (Prescription of Securities) (Digital Currency and Digital Token) Order ». Les cryptoactifs et les tokens sont considérés comme des valeurs mobilières mais n'ont pas de cours légal et ne sont pas régulés par la BNM. La loi de 2019 a été complétée en 2020 par des lignes directrices sur les cryptoactifs, lesquelles énoncent les exigences

relatives à l'activité de collecte de fonds par le biais d'ICO (*Initial Coin Offering*) et à la fourniture de services pour la garde, le stockage, la détention ou la conservation de cryptos pour le compte d'une personne tierce. Au 7 octobre 2021, seuls 4 opérateurs de marché étaient autorisés à opérer sur les cryptos en Malaisie.

En décembre 2020, la BNM a créé un cadre réglementaire pour l'obtention de licences pour les banques en ligne. Ce cadre réglementaire comporte une phase initiale de 5 ans durant laquelle la banque doit parvenir à maintenir une capitalisation minimale de 100 M MYR (24 M USD) sans dégager de pertes ni dépasser certaines limites opérationnelles. Au terme de cette phase, les banques en ligne se conforment aux règles des banques traditionnelles. En juillet 2021, 29 candidatures pour des licences de banque en ligne avaient été reçues par la BNM, laquelle espère en octroyer au moins 5 d'ici fin 2022. La BNM a également lancé une consultation en janvier 2022 pour la création d'un cadre réglementaire dédié aux assurances en ligne et aux opérateurs de l'assurance islamique.

En septembre 2021, la BNM s'est par ailleurs associée aux banques centrales d'Australie, de Singapour et d'Afrique du Sud pour tester l'utilisation de monnaies numériques de banques centrales (CBDC) pour des paiements transfrontaliers. Ce projet s'inscrit dans le cadre du BIS Innovation Hub, branche R&D de la Banque des règlements internationaux.

Plus globalement, le gouvernement a lancé en 2021 un plan décennal (« Malaysia Digital Economy Blueprint »), visant à accélérer la numérisation de l'économie malaisienne. La Fintech est au cœur de cette stratégie. Trois grands thèmes ont été choisis afin d'orienter les résultats et les objectifs souhaités pour 2026: le « financement pour tous », le « financement de la transformation » et le « financement de la durabilité ». La feuille de route 2022-2026 de ce plan a été présentée à l'occasion de la deuxième édition de la MyFintech Week qui s'est tenue en janvier 2022 et qui aurait réuni plus de 3 000 participants d'après la BNM.

Thaïlande

1. Un marché encore modeste mais en rapide expansion depuis le début de la crise

En Thaïlande, la pandémie de Covid-19 a eu un effet catalyseur sur la croissance des Fintech, notamment dans les secteurs du e-commerce, des paiements dématérialisés et des paiements instantanés. À titre d'illustration, les paiements instantanés en 2020 ont progressé de 104% selon un rapport de Prime Time for Real-Time. Dans le même temps, le taux d'adoption des paiements via téléphone a atteint un niveau historique de 84%, contre 73% en 2019. Cette forte croissance s'explique par la mise en place dès 2016 d'un système de paiements en temps réel par la banque centrale « PromptPay ». D'abord conçu pour le versement des aides du gouvernement, le système a rapidement été étendu aux particuliers et aux entreprises, puis aux virements transfrontaliers, notamment via un partenariat avec « PayNow » à Singapour.

En 2021, les levées de fonds dans la FinTech thaïlandaise s'avèrent modérées par rapport au reste de la région, avec seulement 12 transactions recensées, soit 4% des transactions enregistrées dans l'ASEAN. Cela peut s'expliquer par un certain retard de la Thaïlande dans la digitalisation de son économie, qui ne possède par exemple pour l'heure aucune banque en ligne ni cadre réglementaire pour celles-ci. La population est cependant davantage bancarisée que celles des pays voisins (hors Singapour et Malaisie), avec 81% de la population détenant un compte en banque.

En 2020 et 2021, la crise de Covid-19 a eu un impact très négatif sur l'ensemble des secteurs de l'économie, notamment le tourisme – dont les recettes ont diminué de 117,5 Mds en 2019 à 24,5 Mds USD en 2020. Toutefois, à l'instar d'autres pays, la crise a eu pour effet d'accélérer l'adoption du numérique. L'économie de l'internet a ainsi bondi de 51% pour atteindre 30 Mds USD en 2021 et devrait atteindre 56 Mds en 2025 selon un rapport Google, Bain et Temasek.

2. Le secteur de la Fintech est équilibré entre paiements, cryptos et activité de prêts

Selon la banque UOB, le paysage de la Fintech thaïlandaise apparaît relativement équilibré et partagé entre le secteur des prêts alternatifs, celui des paiements et celui des cryptos, représentant respectivement chacun un cinquième des entreprises du secteur.

Spécificité locale, les grandes banques thaïlandaises se sont rapidement intéressées au secteur FinTech, au point de dominer complètement le secteur. Selon la Banque mondiale, ces dernières ont pu rapidement développer leurs technologies en interne, ou acquies leurs capacités via l'acquisition totale ou partielle de Fintech indépendantes, limitant le risque de compétition.

Parmi les entreprises emblématiques du secteur Fintech thaïlandais figurent notamment :

- **Ascend Money** : 1^{ère} licorne du secteur, Ascend Money est une Fintech visant les particuliers. Son offre comprend True Money, une application de virements et paiements en ligne (e-wallet), Ascend Wealth, pour l'investissement dans des fonds communs de placement, et Ascend Nano, pour les prêts aux particuliers et aux entreprises. L'entreprise a pu lever 150 M USD en 2021.
- **Sunday** : Née en 2017, Sunday est une entreprise d'assurance profitant de la croissance régulière du secteur en Thaïlande. Elle offre divers contrats d'assurance (automobile, voyage, santé etc.) Les réclamations et la gestion des contrats se fait entièrement en ligne.
- **Omise** : Spécialisée dans les solutions de paiement, Omise aide et permet aux entreprises d'accepter des paiements en ligne via cartes bleues, virements bancaires, e-wallets etc.

Illustrant le rôle prépondérant des grandes banques locales, Siam Commercial Bank – la plus vieille banque thaïlandaise – a pris possession en novembre 2021 de 51% de la plateforme d'échange de cryptos Bitkub, hissant sa valorisation à 1,05 Mds USD et lui permettant d'acquies le statut de licorne.

3. Des politiques plus avancées dans les cryptos que sur les banques en ligne

Contrairement à la Malaisie, les Philippines ou encore Singapour, la Thaïlande n'a pas encore mis en place de réel réglementaire ni feuille de route pour l'émergence de banques en ligne bien que des discussions soient en cours au sein de la BoT afin d'établir une procédure prochainement. Le pays jouit pourtant d'un système de paiement électronique (PromptPay) relativement innovant et utilisé ainsi que d'une Sandbox réglementaire mise en place par la banque centrale (BOT) en 2019 pour encourager l'innovation financière.

Dans le domaine des cryptos et des CBDC, le projet pilote de monnaie numérique de banque centrale,

Project Inthanon, est à un stade avancé de développement, comparativement aux autres pays de la région. La banque centrale a publié en juillet 2021 des lignes directrices pour le développement de la blockchain dans le secteur financier, posant les premières bases de régulation pour les Fintech thaïlandaises utilisant ce type de technologie.

Si la Thaïlande accueille à ce jour 8 plateformes d'échanges de cryptomonnaies sur son sol - Bitkub étant la plus importante -, **la Bank of Thailand a récemment annoncé son intention d'interdire le Bitcoin et les autres cryptomonnaies comme moyens de paiement à partir de mi-février 2022 au regard du risque de pertes pour les particuliers**. Elle prévoit, à ce titre, une amende 300 000 bahts (soit environ 9 000 USD) pour toute infraction assortie de 10 000 bahts

par jour en cas d'infraction prolongée. Le Ministre des finances a par ailleurs envisagé d'imposer les plus-values réalisées sur les échanges de cryptomonnaies, avant d'y renoncer face aux réactions des investisseurs. Depuis le 1^{er} mars 2022, la Securities and Exchange Commission (SEC) a mis en place des règles plus strictes de conversation des actifs numériques par les plateformes, afin de protéger les détenteurs de cryptomonnaies contre les fraudes et détournements.

Depuis 2016, le gouvernement affiche une politique assez volontariste en matière de numérisation de l'économie, avec la publication d'une feuille de route sur 20 ans pour établir une économie fondée sur la valeur et l'innovation. Les entreprises du numériques (incluant les Fintech) font partie des 10 secteurs clés cités dans l'économie de la « Thaïlande 4.0 ».